

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne
ud-16-86.dreal-na@developpement-durable.gouv.fr

Angoulême, le 27/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TUILERIE DE CHARDAT

Chardat d'Abzac
16 500 Confolens

Références : 2026_322_UbD16-86_Env
Code AIOT : 0007202481
P.J. : Projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure (APMD)

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/02/2026 dans l'établissement TUILERIE DE CHARDAT implanté Terres de Forgemoix-Tuilerie Etamenat 16 310 Cherves-Châtelars. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TUILERIE DE CHARDAT
- Terres de Forgemoix-Tuilerie Etamenat 16310 Cherves-Châtelars
- Code AIOT : 0007202481
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière à ciel ouvert d'argile représente une superficie totale d'environ 7 ha. Elle est située à Cherves-Châtelars et bénéficie d'une autorisation préfectorale du 08/11/2001, accordée pour une durée de 30 ans, remise en état incluse.

Thèmes de l'inspection :

- Phasage d'exploitation
- Remise en état

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|-------------------------------------------|----------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 1 | Registres et plans | Arrêté Préfectoral du 08/11/2001, article 2.8 | Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant | 3 mois |
| 2 | Autorisation et modalités d'exploitation | Arrêté Préfectoral du 08/11/2001, article 1.1 et 1.3 | Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant | 4 mois |
| 3 | Dispositions particulières d'exploitation | Arrêté Préfectoral du 08/11/2001, article 1.4.1 et 1.4.2 | Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant | 7 mois |
| 4 | Sécurité publique | Arrêté Préfectoral du 08/11/2001, article 2.7.1 | Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant | 3 mois |
| 5 | Prévention des pollutions | Arrêté Préfectoral du 08/11/2001, article 2.9.1 | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective | 3 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Plusieurs écarts déjà constatés lors de l'inspection du 05/10/2021 restent d'actualité, en particulier le fait que les conditions d'exploitation ne correspondent pas à l'arrêté d'autorisation. D'une part le phasage prévu est en décalage significatif, d'autre part l'exploitant procède à des excavations à des fins de décapage et extraction d'argile dans des zones de l'ex-parcelle 602, devenue 739, non prévues d'être exploitées dans le plan de phasage d'exploitation visé à l'article 1.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 8 novembre 2001. De plus, ces excavations dépassent la cote minimale autorisée.

Un arrêté préfectoral de mise en demeure est proposé à M. Le Préfet pour que l'exploitant procède **sous 4 mois** au remblayage des zones excavées afin de revenir à la cote du terrain naturel en utilisant les matériaux stockés sur site et en apportera les justificatifs au moyen de photos et plan actualisé. L'exploitant dispose d'un délai de 15 jours pour formuler ses éventuelles remarques sur le projet d'arrêté joint au présent.

De plus, plusieurs zones d'extraction n'ont pas été remblayées et des bassins de taille significative remplis d'eaux de pluie s'y sont constitués, les pentes du terrain au bord de certains bassins sont abruptes, avec une déclivité importante, non compatible avec l'objectif de réaménagement prévu dans l'arrêté (usage agricole).

L'exploitant justifie la situation par le fait qu'il n'extrait quasiment plus de matériau de la carrière depuis plusieurs années suite à la fermeture en 2018 de son usine de tuiles située à Abzac. Il extrait simplement la quantité nécessaire, selon lui, au maintien de son autorisation (de 20 à 30 tonnes/an), qu'il stocke sur le périmètre autorisé.

Bien que le site représente encore un gisement de l'ordre de 470 kt et une superficie restant à exploiter d'environ 4,7 ha, l'exploitant n'envisageant pas de poursuivre l'extraction, il doit mettre à profit la durée d'autorisation restante (fin de cette autorisation, 7/11/2031) pour préparer un dossier actualisé de remise en état et de vocation finale du site.

Ce dossier doit servir ensuite de support pour la procédure de cessation d'activité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Registres et plans

| |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/11/2001, article 2.8 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Exploitation |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un plan d'échelle adaptée à la superficie de la carrière est établi. Sur ce plan sont reportés : — les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords, dans un rayon de 50 mètres ; — les bords de la fouille ; — les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ; — les zones remises en état ; — la position des ouvrages visés à l'article 2.7.2 ci-dessus et, s'il y lieu, leur périmètre de protection institué en vertu des réglementations spéciales. Ce plan, mis à jour au moins une fois par an.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Rappel de la visite d'inspection (VI) du 05/10/2021 : Il était demandé à l'exploitant de transmettre un plan topographique actualisé ainsi qu'un nouveau plan prévisionnel de phasage. Plan non reçu à date.</p> <p>Constats : L'exploitant a transmis 3 plans : 1 plan de bornage du 18/06/2019, 1 plan d'exploitation du 04/11/2021 et 1 plan d'exploitation mis à jour en septembre 2022. Aucun plan n'a moins d'un an et la plupart sont obsolètes Aucun plan ne correspond à la situation relevée sur le terrain aussi bien en termes de zone exploitée ou non, de stocks, de profil de terrain (courbes de niveau).</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant, sous trois mois, transmet un plan actualisé correspondant à la situation réelle et comportant tous les éléments nécessaires et utiles à la description de l'état de la carrière.</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 3 mois |

N° 2 : Autorisation et modalités d'exploitation

| |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/11/2001, articles 1.1 et 1.3 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Exploitation |
| Prescription contrôlée : Article 1.1 : La quantité maximale annuelle autorisée est de 6 000 t/an Article 1.3 : L'exploitation sera conduite suivant les plans ci-joints sur les 6 périodes quinquennales. L'épaisseur d'extraction maximale est de 6 m. La cote minimale NGF du fond de la carrière est de 224 m. |
| Constats : Rappel de la VI du 05/10/2021 : il avait été demandé à l'exploitant de transmettre un plan topographique actualisé ainsi qu'un nouveau plan prévisionnel de phasage, suite au constat : <ul style="list-style-type: none">• que 20 t avaient été extraites en 2020 sur la parcelle 739 (ex-602), non comprise dans le plan de phasage de l'arrêté d'autorisation• que la cote limite autorisée (224 m NGF) avait été atteinte, voire dépassée sur cette parcelle. Constats : <ul style="list-style-type: none">• Le plan de phasage n'a pas été transmis• Selon les déclarations GEREPE, l'extraction est de 30 tonnes en 2024 et de 20 tonnes en 2025). Or cette très faible valeur est identique à celle déclarée en 2021. De même, les valeurs liées à la quantité restante et accessible du gisement autorisée par l'AP (470 kt) et la superficie restant à exploiter (4,7 ha) sont identiques à celle de 2021, portant à considérer l'absence de réelle activité. L'exploitant a indiqué qu'il n'extrait quasiment plus de matériau sur la carrière en vue de son exploitation depuis plusieurs années suite à la fermeture en 2018 de son usine de tuiles située à Abzac. Il extrait simplement une quantité qu'il estime nécessaire au maintien de son autorisation, à savoir 30 tonnes en 2024 et 20 tonnes en 2025. À ce titre, l'article 1.1 est respecté. En revanche, l'inspection a fait part à l'exploitant du fait que sa pratique n'est pas cohérente avec les dispositions de l'article 1.3 de l'autorisation délivrée précisant le phasage. De plus, l'exploitant a continué à creuser sur la parcelle 739, non comprise dans les plans de phasage annexés à l'arrêté du 08/11/2001, et cette situation a conduit à augmenter l'écart par rapport à la cote de profondeur autorisée (224 m NGF), le plan de septembre 2022 mentionnant des cotes jusqu'à 222 m NGF (soit 2 m en deçà de la cote autorisée). |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant procède sous 4 mois au remblayage des zones excavées de la parcelle 739 (anciennement 602) afin de revenir à la cote du terrain naturel. Pour cela, les matériaux stockés sur site sont utilisés ; ces derniers devant être sains. L'exploitant apporte les justificatifs de son action au moyen de photos et plan actualisé. Un arrêté préfectoral de mise en demeure est proposé en ce sens à M. le préfet. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 4 mois |

N° 3 : Dispositions particulières d'exploitation

| |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/11/2001, article 1.4.1 et 1.4.2 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Réaménagement – remise en état |
| Prescription contrôlée : Article 1.4.1 – Réaménagement Le réaménagement sera coordonné avec l'exploitation avec un décalage de 0,8 ha maximum. Les terrains seront modelés et raccordés aux terrains voisins. Ils seront rendus à leur usage agricole. Le plan de remise en état est joint au présent arrêté. Article 1.4.2 – Remblayage Le remblayage de la carrière ne doit pas nuire à la qualité et au bon écoulement des eaux. |
| Constats : Sur site, il est constaté : <ul style="list-style-type: none">la présence en différentes zones, et ce dès même l'entrée du site, de différents tas de stocks de terre d'importance variable, recouverts de végétation (arbustes, arbres...). L'exploitant indique qu'il n'extraît quasiment plus de matériau de la carrière depuis plusieurs années suite à la fermeture en 2018 de son usine de tuiles située à Abzac. Le tas situé à gauche de l'entrée correspond à des opérations d'extraction réalisées depuis environ 10 ans, incluant celles de 2024 et 2025 <ul style="list-style-type: none">que plusieurs zones d'extraction n'ont pas été remblayées et des bassins de taille significative remplis d'eaux de pluie s'y sont constituésque les pentes du terrain au bord de certains bassins sont abruptes, avec une déclivité importante, non compatible avec l'objectif de réaménagement prévu dans l'arrêté. De façon générale, le réaménagement n'a pas été coordonné avec l'exploitation et un décalage conséquent existe. Dans la situation actuelle, l'objectif de remise en état, initialement prévue à vocation agricole, apparaît peu compatible avec les constats ci-dessus, du fait de : <ul style="list-style-type: none">l'absence constante d'activité depuis plusieurs années et de projet pour sa poursuitel'évolution naturelle du milieu avec végétation spontanée (nombreux arbres), de la présence de bassins d'eau, de zones avec déclivité marquée. Dans ces conditions, bien que le site représente encore un potentiel de gisement de l'ordre de 470 kt et une superficie restant à exploiter d'environ 4,7 ha, compte-tenu du quasi-abandon de l'activité et l'absence d'ambition de poursuivre celle-ci, l'exploitant doit mettre à profit la durée d'autorisation restante (la fin d'autorisation étant fixée au 7/11/2031) pour préparer un dossier actualisé sur la remise en état du site. Ce dossier doit s'appuyer sur une expertise écologique, prenant notamment en compte les constats relevés ci-dessus, qui rendent peu probable un retour du site à une vocation agricole. Ce dossier servira ensuite de support pour la procédure de cessation d'activité. |

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet, **sous 7 mois**, un dossier actualisé sur la remise en état et la vocation finale du site.

Ce dossier s'appuiera, pour proposer une remise en état de valeur écologique adaptée, sur une expertise écologique, prenant notamment en compte les constats relevés ci-dessus, liés notamment d'une part à l'absence d'activité constante et de projet pour sa poursuite, d'autre part de l'évolution naturelle du milieu avec présence de végétation spontanée, de bassins, de zones avec déclivité marquée.

Ce dossier devant servir ensuite de support pour la procédure de cessation d'activité.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 7 mois

N° 4 : Sécurité publique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/11/2001, article 2.71

Thème(s) : Risques accidentels, Interdiction d'accès

Prescription contrôlée :

Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit.

L'accès de toute zone dangereuse des travaux d'exploitation à ciel ouvert est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées.

Constats :**Rappel de la demande de la VI de 2021 :**

Suite au constat que l'exploitant agricole voisin du site, du GAEC Monteau, accède notamment aux parcelles 442, 449, 459, 460 et 739 (ex-602) où paissent ses bovins, il avait demandé à l'exploitant d'ajouter une signalisation en limite de propriété, sur le périmètre « ICPE » de la carrière afin de rappeler la nature de l'activité et les risques auxquels s'exposent les tiers.

Constats :

Sur site, il apparaît que l'exploitant a mis en place une signalisation qui consiste en quelques panneaux accompagnés d'une simple feuille de papier A4 précisant l'activité du site ICPE, sur les clôtures intérieures au site au droit des zones accidentées, dénivelées.

Cependant, il a maintenu l'accès à l'agriculteur sur les parcelles non exploitées jusqu'ici de l'ICPE : une partie de clôture est complètement ouverte laissant libre accès à l'agriculteur.

L'inspection a rappelé que, dans la configuration actuelle, du fait du libre accès laissé à l'agriculteur, la situation ne répond pas à la réglementation car, compte-tenu de l'absence d'activité sur site (3 heures sur une année), l'accès à la carrière en dehors des heures ouvrées, n'est pas réellement interdit.

| |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : |
| L'exploitant, sous 3 mois , prend les dispositions adaptées afin d'interdire l'accès de la carrière à des tiers en dehors des hors ouvrées, conformément à la prescription de l'arrêté préfectoral d'autorisation. L'exploitant fait part à l'inspection du dispositif d'interdiction d'accès retenu et justifie son choix (photographies de mise en place, par exemple). |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 3 mois |

N° 5 : Prévention des pollutions

| |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/11/2001, article 2.9.1 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Risque de pollution |
| Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols et de nuisance par le bruit et les vibrations et l'impact visuel. L'ensemble du site et ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté. [...] |
| Constats : Sur site, il est constaté : <ul style="list-style-type: none"> la présence d'un tas de déchets divers dont des palettes, souches, boudins et toiles en plastique, paille, ferrailles, sur une portion du terrain. L'exploitant l'a signalé à l'inspecteur en préalable à la visite et a indiqué avoir identifié la personne responsable de ce dépôt sauvage et lui avoir demandé son évacuation la présence d'une pelle mécanique, visiblement hors d'usage, que l'exploitant a dégagé des fourrés. De même, l'exploitant l'a signalé à l'inspecteur en préalable à la visite. L'exploitant indique que ce matériel est présent sur site depuis longtemps, étant probablement utilisé puis abandonné par l'exploitant précédent. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : |
| L'exploitant procède, sous 3 mois , à l'évacuation de ces déchets dans les filières adéquates et en transmet les justificatifs à l'inspection (photos des zones, bons d'enlèvement...). |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 3 mois |